

LE DEVOIR

ACTUALITÉS



ALADIN ABDEL NABY REUTERS

LA PLUS ANCIENNE STATUE en métal du monde, une représentation d'un pharaon égyptien âgée de 4300 ans, a été dévoilée samedi à l'issue de sa restauration. La statue en cuivre de Pepy I, mesurant environ 60 centimètres, avait été découverte dans un temple d'Edfu, dans le sud du pays. Elle a été conservée grâce au climat constant qui régnait dans le sable et la boue où elle était enfouie, a expliqué son restaurateur, Christian Eckmann, du Musée romain-germanique de Mayence, en Allemagne. La statue a été restaurée dans le cadre d'un projet de 500 000 marks soutenu par le musée, l'État de Rhénanie-Palatinat et le gouvernement allemand.

Les faux samaritains

Ottawa (AP) — Les Canadiens qui luttent contre les conséquences des pluies verglaçantes dans l'est de l'Ontario doivent maintenant faire face à un nouveau fléau: les faux réparateurs et faux sauveteurs. «On nous a signalé plusieurs vols de générateurs», a expliqué le sergent David Craig de la police de Hawkesbury (nord-est d'Ottawa). Nous avons eu le cas d'une personne se faisant passer pour un employé de Bell Canada et qui a essayé de soustraire des générateurs à cette compagnie. À Hawkesbury, deux hommes déguisés en policiers ont essayé de dérober un générateur aux habitants d'une maison où l'électricité avait été rétablie. Les voleurs ont réclamé le générateur pour d'autres sites toujours privés d'électricité. Mais, priés de décliner leur identité, ils se sont enfuis. Cinq autres personnes se sont fait passer pour des employés des Nations unies. Trois d'entre elles avaient endossé des uniformes d'officiers militaires et nettoyaient la glace d'un toit lorsqu'un voisin, surpris de voir un colonel se livrer à une telle tâche, a prévenu la police. Les trois hommes ont été arrêtés. Un autre homme recherché pour une série de vols a été arrêté quand il s'est présenté au domicile des parents d'un policier en repos. Il s'est présenté comme un membre d'une équipe de secours d'urgence et leur a demandé s'ils avaient besoin d'eau. Reconnu par le policier, il a été livré à la police locale. La police met également en garde les habitants contre de faux volontaires réclamant de l'argent pour des actions caritatives.



S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledavoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledavoir.com
Potur l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et les appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupements

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

RIVE-SUD

SUITE DE LA PAGE 1

renforcée et on pourra ainsi redistribuer de façon plus efficace l'énergie provenant de la Baie-James vers la Montérégie. C'est d'ailleurs dans la région de la Montérégie que l'on trouve toujours le plus grand nombre de pannes, puisque hier en début de soirée on comptait encore, sur les 237 700 foyers québécois privés d'électricité, 230 000 foyers sur la Rive-Sud de Montréal et dans la Montérégie.

Le reste des pannes se situent dans les Laurentides (6800 foyers), à Montréal (800 foyers) et dans la région de Thetford (100 foyers).

Près de 83 % de tous les foyers privés d'électricité lors de cette crise sont maintenant rebranchés.

Mais les sinistrés de la Montérégie, eux, attendent avec une impatience grandissante les bonnes nouvelles, puisque la situation médicale y devient de plus en plus lourde.

À Saint-Hyacinthe particulièrement, la gastroentérite et la grippe semblent faire tache d'huile et l'hôpital de Saint-Hyacinthe, débordé, est obligé de détourner des malades ailleurs.

De plus, les besoins demeurent criants et la Sécurité civile lançait hier un appel aux «grands donateurs» afin d'obtenir des denrées pour les milliers de personnes toujours sinistrées. On manque de tout, des conserves au pain et au lait en passant par les produits de soins hygiéniques, les chandelles ou les piles.

Par ailleurs, une grande opération de soutien financier prend son envol aujourd'hui, tandis que les banques, caisses populaires et plusieurs marchés d'alimentation recueilleront les dons pour les sinistrés dans le cadre d'une «opération verglas» menée par la Croix-Rouge.

La Croix-Rouge avait déjà amassé 2,3 millions cette fin de semaine dans le cadre de cette opération et les discussions se poursuivent sur la façon de redistribuer ces montants.

L'évêque de Chicoutimi, président du Fonds de la solidarité des victimes du déluge du Saguenay, a déclaré cette fin de semaine que les victimes du verglas pourraient bénéficier d'un montant de quatre millions recueilli pour le Saguenay et qui n'a pas été utilisé, une offre qui n'avait pas été commentée encore par la Croix-Rouge.

En attendant, les dons continuent d'affluer de partout, et la grande région de Québec a envoyé hier près de 80 tonnes de bois de chauffage, de vêtements et de nourriture pour les sinistrés du sud de Montréal.

Si l'on fait exception de la Montérégie, de nombreux organismes ont annoncé hier la reprise de leurs activités pour ce matin, ce qui confirme le retour à la normale dans le sud du Québec.

Ainsi, Postes Canada reprend la distribution du courrier ce matin à Montréal et à Laval. Via Rail annonce la reprise de la liaison Montréal-Québec. L'horaire habituel entre Montréal et Toronto sera partiellement rétabli aujourd'hui et il doit être pleinement rétabli demain. Il restera la liaison Ottawa-Montréal à rétablir plus tard dans la semaine.

Un service partiel du train de banlieue entre Montréal et Rigaud doit également reprendre ce matin, et tous les ponts autour de l'île de Montréal sont normalement ouverts, à l'exception du pont Victoria dont l'ouverture demeure problématique.

Comme plusieurs centres Travail-Québec sont encore fermés au sud de Montréal, le gouvernement québécois a ouvert des points de service temporaires à Saint-Hyacinthe, à Cowansville, à Granby et à Saint-Jean pour desservir les bénéficiaires du mi-

nistère de l'Emploi et de la Solidarité. Et le ministre de Louise Harel annonçait hier que le paiement des rentes aux bénéficiaires du Régime des rentes du Québec serait devancé d'une semaine, les rentes devant être versées le 23 janvier plutôt que le 30 janvier, afin d'aider la population.

De plus, les municipalités distribueront de nouveaux chèques de dépannage (70 \$ par semaine par personne) à l'intention des sinistrés encore privés d'électricité pour la semaine.

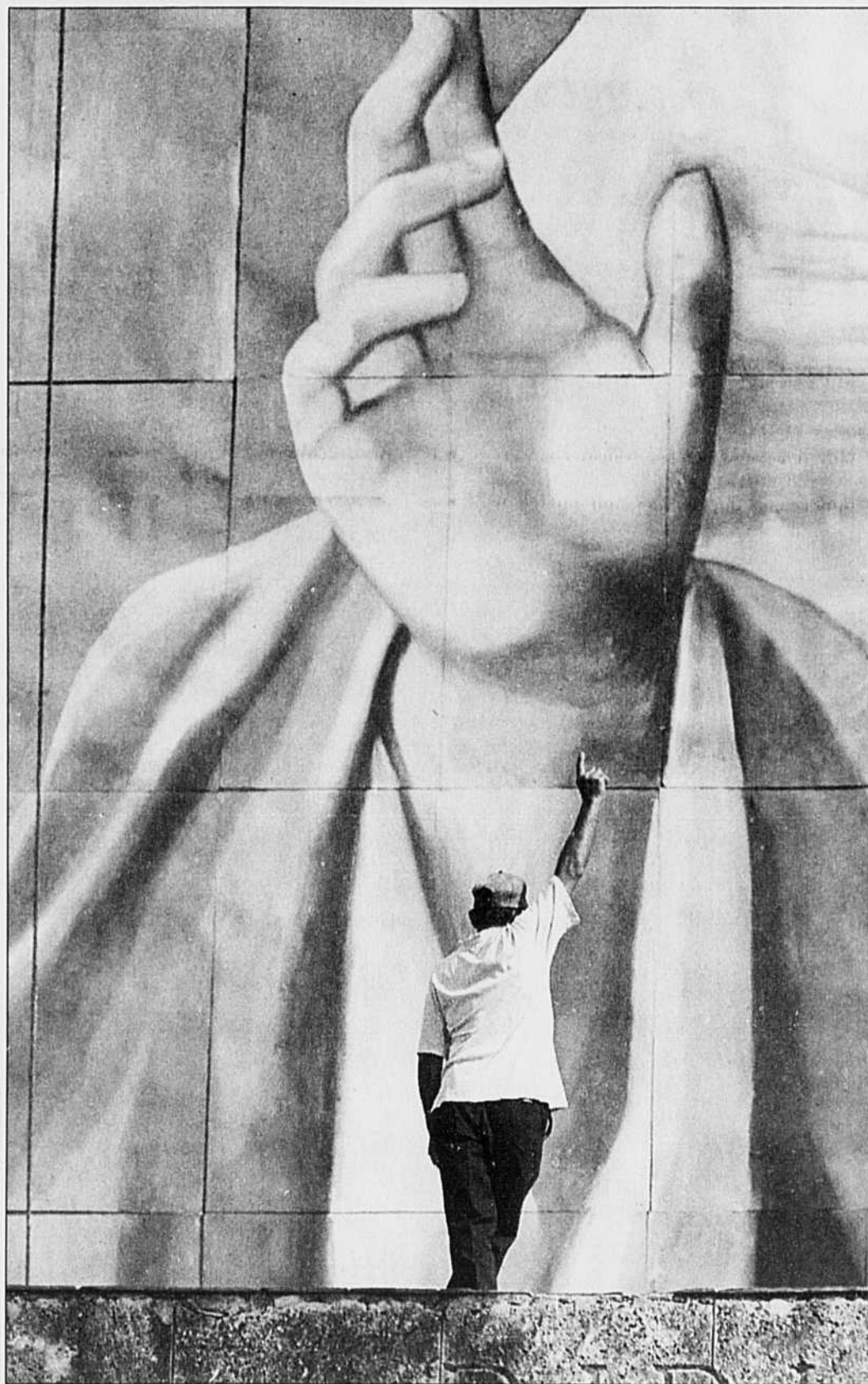
De son côté, en plus de procéder au rebranchement des foyers privés de courant, Hydro-Québec a mené une grande opération de redistribution de génératrices cette fin de semaine. La société d'Etat devait recevoir hier soir quelque 80 génératrices d'aussi loin que de Miami ou de l'Ouest canadien, afin de venir particulièrement en aide aux agriculteurs.

Signe d'une certaine normalisation, pour la première fois depuis plusieurs jours le premier ministre Lucien Bouchard ainsi que le président d'Hydro-Québec André Caille n'ont pas tenu hier de rencontre quotidienne avec les médias.

Ce qui ne veut pas dire que les deux hommes ne travaillaient pas. Ainsi, le premier ministre aura sûrement de bonnes discussions à entreprendre avec les élus municipaux et les responsables de la Sécurité civile, puisqu'il admettait samedi que les mesures d'urgence déployées à l'occasion de cette crise comportaient certaines lacunes, particulièrement en ce qui concerne les délais d'intervention auprès des municipalités.

M. Bouchard a particulièrement évoqué samedi la possibilité qu'à l'avenir les municipalités puissent se doter d'entrepôts de génératrices et de lits afin de parer aux urgences.

La main de Dieu



REUTERS

LES PRÉPARATIFS vont bon train, à La Havane, dans le but d'accueillir Jean-Paul II, qui effectuera un premier voyage à Cuba à compter de mercredi. Ici, square de la Révolution, un ouvrier termine l'installation d'une fresque immense représentant le Christ.

MONTÉRÉGIE

SUITE DE LA PAGE 1

leau n'attribue cependant pas cet engorgement à l'influenza, mais bien à l'impossibilité de plusieurs patients de retourner chez eux une fois soignés.

Les personnes âgées de 65 ans, celles qui souffrent d'une maladie chronique, le personnel et les bénévoles des centres d'hébergement seront particulièrement invités à se faire vacciner au cours des prochains jours pour se protéger contre la grippe.

«L'installation de sections séparées dans les centres d'hébergement suffit par ailleurs à limiter les cas de gastroentérite. Il s'agit de gastroentérite virale non épidémique», a encore précisé le D^r Boileau.

L'inquiétude et l'impatience étaient pourtant à leur comble hier à la polyvalente Hyacinthe-Delorme. «Tout le monde est malade ici», a lancé Stéphane Leduc. J'ai préféré aller à la clinique avec deux de mes enfants. L'une souffre d'une otite et l'autre, d'une gastroentérite. Ici, on ne nous soigne pas.»

De tels propos n'étaient pas rares. L'immense majorité des personnes interrogées au hasard disaient avoir eu la diarrhée ou le rhume au cours des derniers jours.

De nombreuses pancartes invitaient les gens à se laver fréquemment les mains. Plusieurs membres du personnel du CLSC basé à la polyvalente Hyacinthe-Delorme portaient gants et masques hier.

Hélène Audet, elle, se préparait à aller à la messe, dans le centre d'hébergement. «Il ne nous reste plus qu'à prier!»

PERREAULT

SUITE DE LA PAGE 1

intervenant de la grande région métropolitaine demeure. Mais d'autre part, il y a, à l'évidence, des enjeux, des défis qui nous sollicitent quant au cœur de la région métropolitaine et l'organisation de cette agglomération. [...] C'est vrai que l'on soupèse tout ça, mais la décision n'est pas prise. Quelques jours encore et j'aurai pris la décision si je convoque ou non la commission», a expliqué le ministre Perreault.

Il s'agit là d'une volte-face importante du gouvernement de Lucien Bouchard, qui avait fait de la mise sur pied de la Commission de développement de la métropole l'occasion de relancer la région montréalaise. Ce fut le premier mandat confié au ministre Serge Ménard lors de la création du ministère d'Etat à la métropole en janvier 1996.

Le premier ministre Bouchard reconnaissait lui-même en décembre dernier, lors du bilan qu'il faisait de la dernière session parlementaire, que les solutions mises de l'avant pour le redressement de Montréal, dont la création de la Commission de développement de la métropole, n'avaient pas résolu le complexe casse-tête.

«Le moment venu, il va falloir qu'on procède comme on l'a fait pour les finances publiques, une opération de salut public pour Montréal», a alors indiqué Lucien Bouchard, qui entend organiser un sommet socioéconomique montréalais lors du prochain mandat.

D'aucuns s'interrogeront sur l'importance pour le gouvernement de développer un esprit métropolitain après y avoir investi plus d'un an de consultations et de discussions en commission parlementaire. De même, la réorganisation de Montréal dont parle M. Perreault semble se diriger vers l'élargissement de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) à Laval et à la Rive-Sud, possibilité déjà soulevée par le ministre des Affaires municipales, Rémy Trudel.

«Je suis en train de réfléchir à ces questions. Mais je serai plus à l'aise d'en parler d'ici quelques jours», se borne à dire M. Perreault.

Chose certaine, faire le ménage à Montréal devient plus prioritaire que la Commission de développement de la métropole, qui risquerait de révéler au grand jour des divergences de vues. Déjà en septembre dernier, lors de son arrivée au ministère d'Etat à la métropole, Robert Perreault avait démontré peu d'empressement à lancer les travaux de la Commission.

Le ministre semble s'engager dans une solution épatiste pour développer un esprit métropolitain. «J'ai mis l'accent sur la fusion des sociétés de transport et il y a, à court terme, des problèmes financiers importants à la Ville de Montréal», rappelle-t-il.

Ce changement de cap plaît au maire de Montréal, Pierre Bourque, qui a affirmé ne pas avoir été mis au courant des intentions gouvernementales. «M. Perreault a une approche différente de son prédécesseur. La bouchée était peut-être un peu trop grande. M. Perreault semble être plus réaliste. Il faut lui faire confiance», a commenté M. Bourque.

Ce dernier se dit également favorable à revoir le champ d'action de la CUM, qui pourrait ainsi partager ses responsabilités avec Laval et les municipalités de la MRC Champlain, bien que jusqu'à présent il ait surtout prôné la fusion pure et simple des 29 municipalités de l'île de Montréal. «Ça fait partie de mon approche. De toute façon, le gouvernement n'a pas le choix avec l'Ontario qui nous pousse dans le dos», soutient Pierre Bourque.

La Commission de développement de la métropole, formée de 26 élus des 107 municipalités de la région (3,3 millions d'habitants) ainsi que de 13 représentants de groupes d'intérêts sociaux ou économiques (centrales syndicales, Chambre de commerce, par exemple), devait avoir comme champs de compétence l'environnement, le développement économique, l'aménagement du territoire ainsi que le transport. Ces deux derniers dossiers devaient d'ailleurs faire l'objet d'une consultation publique l'automne prochain pour l'adoption d'un plan régional au printemps 1999.

Le prédécesseur de M. Perreault, Serge Ménard, aujourd'hui à la Justice, a traversé des débats houleux avant que l'Assemblée nationale n'adopte en juin dernier la loi créant la Commission. Il y avait de nombreuses notes discordantes dans le supposé consensus sur lequel le ministre Ménard disait s'appuyer.

Le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, disait craindre que les délais de prise de décision soient allongés par la présence de cette commission. Le maire de Longueuil, Claude Gladu, ainsi que la Conférence des maires de la banlieue de l'île de Montréal souhaitaient que la commission soit décisionnelle plutôt que consultative. «La région est prête à passer à l'action», assurait M. Gladu. Yvan Deschênes, maire de Rosemère, s'est montré un farouche opposant à la création de la commission, menaçant même de la boycotter. Le maire Bourque est vite apparu le principal allié du ministre Ménard dans ce long processus qui a continuellement oscillé entre la confrontation et la concertation.

La banlieue montréalaise avait peur de payer, par une augmentation de taxes de ses contribuables, pour le redressement de Montréal.



Robert Perreault